

COMMUNE D'AYENT

Plan financier

2018-2021

Table des matières

1. Préambule

1.1. Introduction	3
1.2. Dispositions légales	3
1.3. Instruments de gestion	4

2. Economie

2.1. Perspective économique (SECO).....	4
2.2. Chômage	5

3. Données statistiques

3.1. Démographie	6
3.2. Fiscalité.....	7

4. Etat des finances communales

4.1. Marge d'autofinancement, endettement net et investissements réalisés.....	10
4.2. Indicateurs cantonaux	10

5. Plan financier 2018-2021

5.1. Objectifs généraux à court et moyen terme	12
5.2. Evolution du compte de fonctionnement 2018-2021	12
5.3. Planification des investissements 2018-2021.....	13
5.4. Evolution de l'endettement net.....	14
5.5. Evolution de la fortune.....	15

6. Considérations finales

7. Annexes

7.1. Récapitulation des éléments du plan financier 2017-2020.....	18
7.2. Eléments d'analyse financière.....	19
7.3. Détail des investissements nets.....	25

1. Préambule

1.1. Introduction

Une gestion efficace d'une institution privée ou publique demande une phase de planification.

Le plan financier est un instrument de gestion et d'information. Il donne une image chiffrée des recettes et des dépenses. Il reflète les axes prioritaires pour les quatre prochaines années. Et, Il permet la comparaison entre les moyens financiers à disposition à moyen terme et le programme d'investissements. Sa mise en œuvre n'intervient que dans le moyen terme, il est un outil de travail précieux. Cette planification est adaptée chaque année, dans le cadre du processus budgétaire, afin de prendre en compte les changements intervenant dans notre environnement socio-économique.

Nous avons le plaisir de vous présenter le plan financier 2018-2021. Il a été traité et accepté par l'exécutif lors de la séance du 9 novembre 2017. Ce document est un instrument de perspective et d'information tel que défini par les dispositions légales.

Ce n'est pas un acte contraignant engageant le conseil communal de manière irrévocable. Elle n'a qu'un caractère indicatif. Le Conseil général prend acte du plan financier. Il ne l'approuve pas au sens d'un budget annuel.

Le plan financier qui vous est soumis respecte la période quadriennale minimum imposée par l'article 79 LCo.

1.2. Dispositions légales

La loi sur les communes du 5 février 2004 précise à l'art. 79, le fondement de la planification financière. Elle mentionne :

- 1 *Le conseil municipal établit, pour une durée de quatre ans au moins, une planification financière qu'il porte à la connaissance de l'assemblée primaire ou du conseil général.*
- 2 *Cette planification financière donne une vue d'ensemble sur l'évolution prévisible des recettes et des dépenses courantes, des investissements, ainsi que de la fortune et de l'endettement.*

Ces éléments sont précisés dans l'ordonnance sur la gestion financière des communes du 16 juin 2004.

Art. 18 Principes

- 1 *Le Conseil communal établit, pour une durée de quatre ans au moins, un plan financier.*
- 2 *Ce plan financier donne une vue d'ensemble sur l'évolution prévisible des recettes et des dépenses courantes, des investissements, ainsi que de la fortune et de l'endettement.*
- 3 *Le plan financier est porté à la connaissance de l'assemblée primaire ou du conseil général en même temps que le budget.*

Art. 19 Compétence et contenu

- 1 *Le plan financier est traité et approuvé par le conseil municipal.*
- 2 *Le plan financier se compose du message introductif, du tableau des résultats de la planification financière, du programme des investissements et des bases de calcul.*
- 3 *Il informe notamment sur :*
 - a) *l'évolution probable des charges et des revenus de fonctionnement;*
 - b) *les dépenses et les recettes des investissements prévus, l'effet des investissements sur l'équilibre budgétaire, soit une estimation justifiant que les charges induites, y compris les amortissements comptables, seront supportables, ainsi que le mode de financement prévu des investissements;*
 - c) *l'évolution probable de la fortune et de l'endettement.*

1.3. Instruments de gestion

L'activité 2018 se traduit dans le budget avec son horizon annuel.

Par contre, la planification à moyen et long terme s'exprime dans le plan financier. Ce document énumère principalement la planification des investissements. Il renseigne également sur l'évolution des comptes de fonctionnement, de la fortune et de l'endettement.

Il est important de relever que cet instrument est dynamique et évolue chaque année en fonction des résultats effectivement réalisés et des intentions de l'exécutif. Il appartient aux autorités de faire usage de cet instrument pour corriger et tenter d'extraire le ménage courant d'évolutions non souhaitables ou des prévisions d'ordre économique, politique et social annoncées.

Cette démarche n'est pas un programme de législature contraignante mais doit être mise à jour au moins une fois par année.

Cette étude prospective est nécessaire afin

- de mieux connaître et identifier les besoins de notre collectivité,
- de cerner la situation financière,
- d'apprécier l'évolution des comptes de fonctionnement,
- de maintenir la meilleure marge d'autofinancement possible
- de planifier l'engagement des moyens.

Après une période d'équilibre budgétaire avec une réduction de l'endettement communal (cf. tableau au point 5.4), voici que nous arrivons à un tournant avec de nouveaux projets d'importance nécessaire pour le maintien d'équipements et de prestations publiques efficaces. Ces projets représentent des coûts importants avec pour conséquence une augmentation de l'endettement communal.

Le Conseil communal est conscient de cette situation. Il s'est, ainsi, fixé comme objectif de législature de ne pas dépasser la qualification « endettement faible » (maximum Fr. 3'000.00 par habitant) de l'indicateur « endettement net par habitant ».

2. Economie

2.1. Perspective économique (SECO)

En raison d'une croissance faible du PIB au 1er semestre, le Groupe d'experts de la Confédération ne s'attend qu'à une croissance modérée (0,9 %) pour l'année 2017. Au cours des prochains trimestres, la conjoncture mondiale vigoureuse soutiendra les exportations, et la conjoncture intérieure devrait elle aussi gagner en dynamisme. Partant, une croissance notable du PIB (2,0 %) est attendue pour 2018. Cette accélération de la croissance s'accompagnera d'une hausse sensible de l'emploi, alors que le chômage continuera de diminuer. De manière générale, les risques qui pèsent sur la croissance sont désormais plus équilibrés qu'au cours des trimestres précédents.

Voici les prévisions pour l'économie suisse :

Quelques prévisions pour l'économie suisse				
comparaison des prévisions de septembre 17 et juin 17				
variation en % par rapport à l'année précédente, taux				
prévisions pour:	2017		2018	
date des prévisions:	sept. 17	juin 17	sept. 17	juin 17
PIB	0.9%	1.4%	2.0%	1.9%
Dépenses de consommation:				
Consommation privée et ISBLSM	1.3%	1.5%	1.4%	1.4%
Etat	1.3%	1.7%	1.2%	1.8%
Investissements dans la construction	1.4%	0.9%	1.2%	1.2%
Investissements en biens d'équipement	2.3%	2.3%	2.3%	2.3%
Exportations	3.0%	3.0%	4.2%	3.7%
Importations	3.4%	2.5%	4.1%	3.8%
Emploi (en équivalents plein-temps)	0.3%	0.4%	0.8%	0.6%
Taux de chômage	3.2%	3.2%	3.0%	3.1%
Indice suisse des prix à la consommation	0.5%	0.5%	0.2%	0.2%

source : groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions conjoncturelles

2.2. Chômage

En septembre 2017, le taux de chômage était de 2,8% en Valais. Le nombre de chômeurs s'élevait à 4'816 personnes. Le nombre de personnes inscrites au chômage s'est réduit de 783 unités (-13.9 %) par rapport à septembre de l'année précédente.

	Nombre	Taux
Valais	4'816	2.8
<u>Selon la région :</u>		
Haut-Valais	368	0.9
Valais central	2'420	3.6
Bas-Valais	2'028	3.2
<u>Selon le sexe :</u>		
Femmes	2'462	2.6
Hommes	2'354	3.0
<u>Selon la nationalité :</u>		
Suisses	2'690	2.1
Etrangers	2'126	4.9
Source : Etat du Valais		

Selon les relevés du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), à fin septembre 2017, 133'169 personnes étaient inscrites au chômage auprès des offices régionaux de placement (ORP), soit 2'409 de moins que le mois précédent. Le taux de chômage est resté à 3%. Le chômage a diminué de 9'506 personnes (-6.7%) par rapport au mois correspondant de l'année précédente.

3. Données statistiques

3.1. Démographie

3.1.1 Structure de la population communale

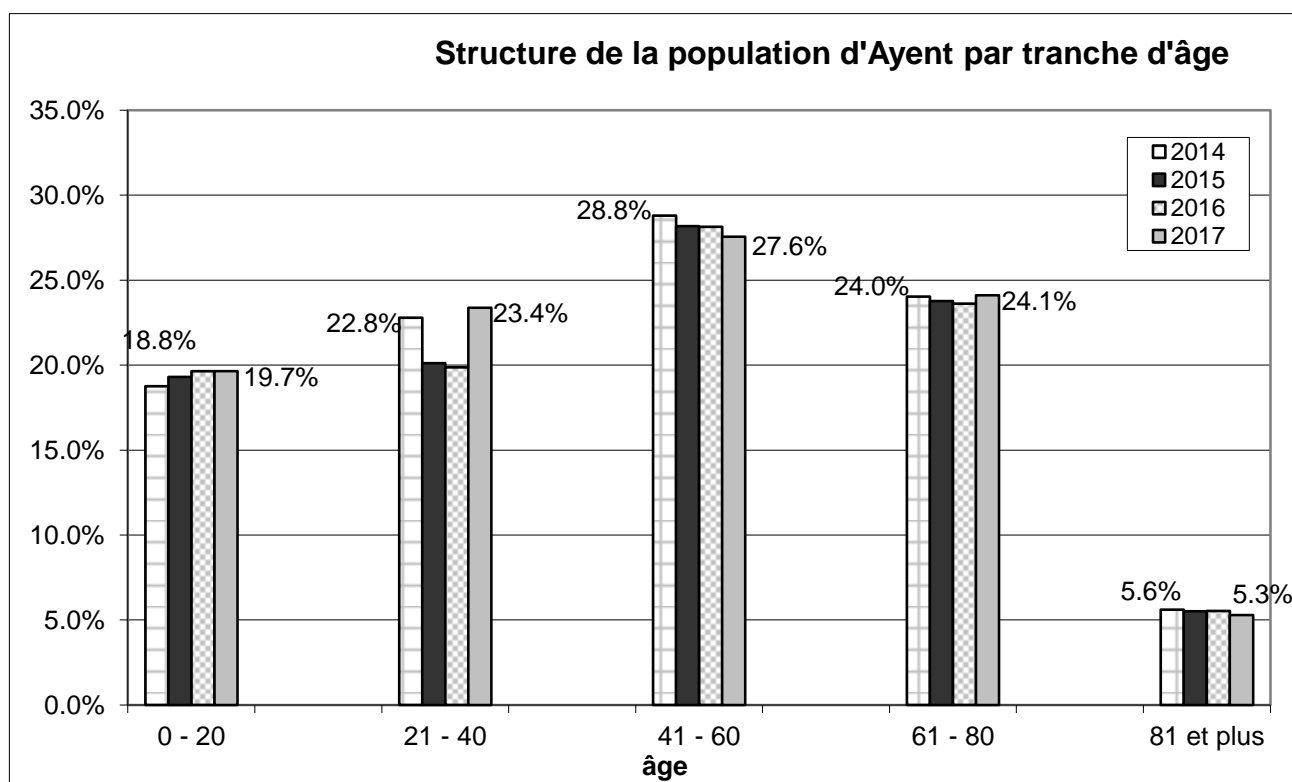
Population 2016			
Tranches d'âge	Hommes	Femmes	Total
0 - 10	203	217	420
11 - 20	196	168	364
21 - 30	222	207	429
31 - 40	252	239	491
41 - 50	285	276	561
51 - 60	277	285	562
61 - 70	278	295	573
71 - 80	186	184	370
81 - 90	85	109	194
91 et plus	11	16	27
Total	1'995	1'996	3'991

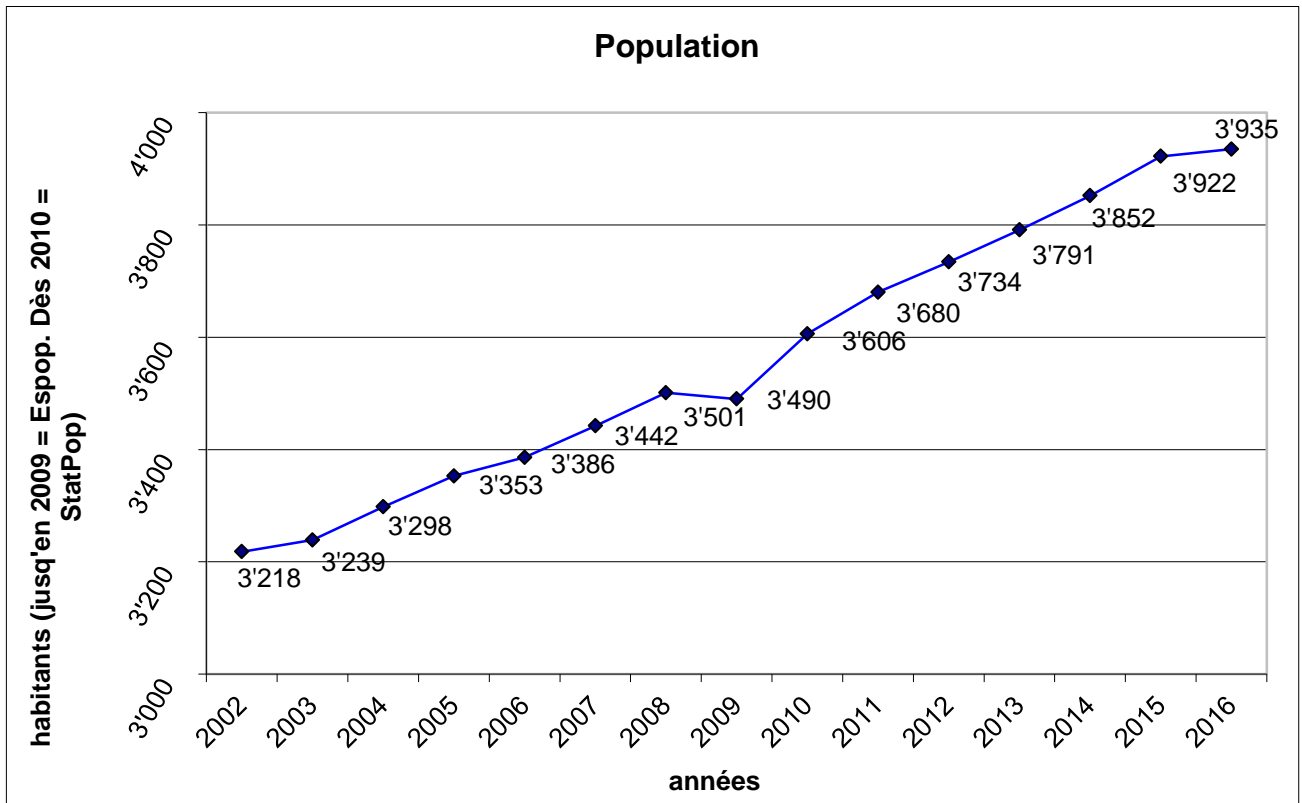
Population 2017			
Tranches d'âge	Hommes	Femmes	Total
0 - 10	205	211	416
11 - 20	196	173	369
21 - 30	225	195	420
31 - 40	252	262	514
41 - 50	284	258	542
51 - 60	260	299	559
61 - 70	282	308	590
71 - 80	192	181	373
81 - 90	83	105	188
91 et plus	10	13	23
Total	1'989	2'005	3'994

Nous relevons une timide croissance de la population de notre commune en 2017. On s'attend pour les années futures à une croissance modérée. La barre des 4000 résidents devrait être atteinte d'ici fin 2018.

Nous constatons une légère augmentation de la population de la tranche de 0 à 40 ans (+15 personnes), une légère diminution pour la population de la tranche 41 à 70 ans (-5 personnes), ainsi qu'une diminution de la tranche 71 ans et plus (-7 personnes).

3.1.2 Evolution démographique





3.2. Fiscalité

3.2.1 Généralités (Référence : Rapport de l'Etat du Valais sur les finances communales 2015)

En Valais, la charge fiscale communale est difficilement mesurable du fait de l'application conjointe d'un coefficient et d'une indexation sur les barèmes communaux. En effet, la loi fiscale (LF) laisse aux communes une large autonomie en ce qui concerne la correction de la progression à froid (art. 178 al. 5 LF) et la fixation du coefficient communal (art. 178 al. 4 LF). Les communes ont la possibilité de corriger la progression à froid jusqu'à 170% et de fixer le coefficient de 1 à 1.5. Les 134 communes utilisent ainsi 49 combinaisons différentes.

Néanmoins, le coefficient d'impôt appliqué peut être considéré à lui seul comme un indicateur important de la charge fiscale.

Selon le rapport sur les finances communales 2015 établi par le département cantonal des finances, la situation était la suivante :

Coefficient	Nbre de com.	Nbre de com.	Nbre de com.	Nbre d'hab.	Nbre d'hab.	Nbre d'hab.	Pop. en %	Pop. en %	Pop. en %
	2015	2013	2004	2015	2013	2004	2015	2013	2004
1	14	14	9	15'630	15'387	17'542	4.7	4.7	6.1
1.05	1	0	0	13'088	0	0	3.9	0.0	0.0
1.1	15	16	11	85'103	95'703	37'098	25.4	29.3	12.9
1.15	6	6	3	19'431	18'583	32'735	5.8	5.7	11.4
1.2	36	38	37	103'785	102'586	73'869	30.9	31.4	25.7
1.25	13	13	14	37'136	35'477	47'551	11.1	10.8	16.5
1.3	33	32	34	50'102	47'701	42'072	14.9	14.6	14.6
1.35	5	5	3	4'530	4'439	2'169	1.3	1.4	0.8
1.4	10	10	36	5'416	5'600	28'700	1.6	1.7	10.0
1.5	1	1	11	1'475	1'535	6'240	0.4	0.5	2.2
	134	135	158	335'696	327'011	287'976	100	100	100
Koeffizient	Anzahl Gemeinden	Anzahl Gemeinden	Anzahl Gemeinden	Anzahl Einwohner	Anzahl Einwohner	Anzahl Einwohner	Bev. in %	Bev. in %	Bev. in %
	2015	2013	2004	2015	2013	2004	2015	2013	2004

Il ressort de ce tableau que seules quelques communes appliquent le coefficient le plus bas (1.0) ou le coefficient le plus élevé (1.5). En raison de la grande différence existante entre les coefficients communaux, la charge fiscale pour les contribuables peut être de 50% plus élevée d'une commune à l'autre. Si l'on prend en considération l'indexation et le coefficient communal, la charge fiscale peut aller pour les contribuables avec un revenu moyen du simple au double.

En 2015, pour l'ensemble des communes, le coefficient moyen était de 1.217 et l'indexation moyenne à 149,6%.

Années	2011	2012	2013	2014	2015	Jahr
Coefficient moyen	1.224	1.220	1.216	1.215	1.217	Koeffizient: Durchschnitt
Coefficient, médiane	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	Koeffizient: Mittelwert
Indexation moyenne	147.9%	148.4%	149.5%	149.6%	149.6%	Indexierung: Durchschnitt
Indexation, médiane	150.0%	150.0%	150.0%	150.0%	150.0%	Indexierung Mittelwert
Taux pondéré moyen	0.984	0.977	0.969	0.968	0.969	Gewichteter Steuersatz: Durchschnitt
Taux pondéré, médiane	1	1	1	1	1	Gewichteter Steuersatz: Mittelwert

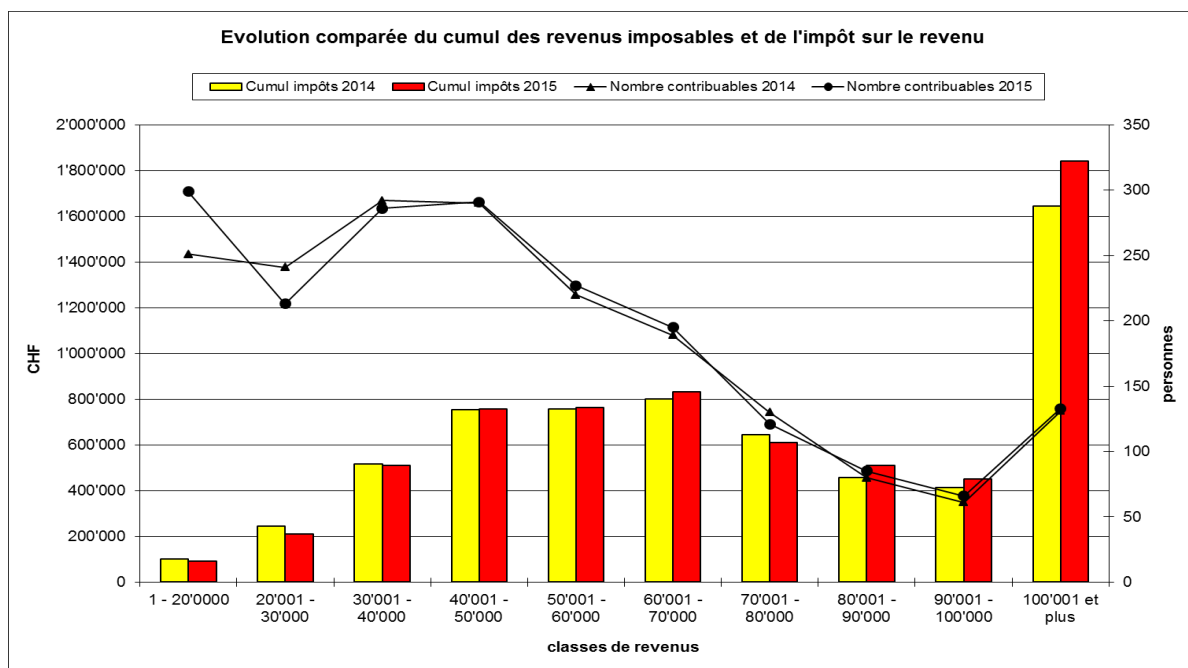
3.2.2 Imposition fiscale dans le district d'Hérens et les communes voisines

Fiscalité du district d'Hérens et des communes voisines									
Communes	2014		2015		2016		2017		
	coefficient	indexation	coefficient	indexation	coefficient	indexation	coefficient	indexation	
Les Agettes	1.40	130%	1.40	130%	1.40	130%	--	--	
Ayent	1.20	145%	1.20	145%	1.20	145%	1.20	145%	
Evolène	1.30	125%	1.30	125%	1.30	125%	1.30	125%	
Héremence	1.00	170%	1.00	170%	1.00	170%	1.00	170%	
Mont-Noble	1.35	140%	1.35	140%	1.35	140%	1.35	140%	
St-Martin	1.40	140%	1.40	140%	1.40	140%	1.40	140%	
Vex	1.30	160%	1.30	160%	1.30	160%	1.30	160%	
Arbaz	1.25	140%	1.25	140%	1.25	140%	1.25	140%	
Grimisuat	1.30	150%	1.30	150%	1.30	150%	1.30	150%	
Savièse	1.15	150%	1.15	150%	1.15	150%	1.15	150%	
Sion	1.10	170%	1.10	170%	1.10	170%	1.10	170%	
Icogne	1.20	170%	1.20	170%	1.20	170%	1.20	170%	
Lens	1.20	170%	1.20	170%	1.15	170%	1.15	170%	
St-Léonard	1.20	150%	1.20	150%	1.20	150%	1.20	150%	

Source : Etat du Valais

3.2.3 Recettes fiscales

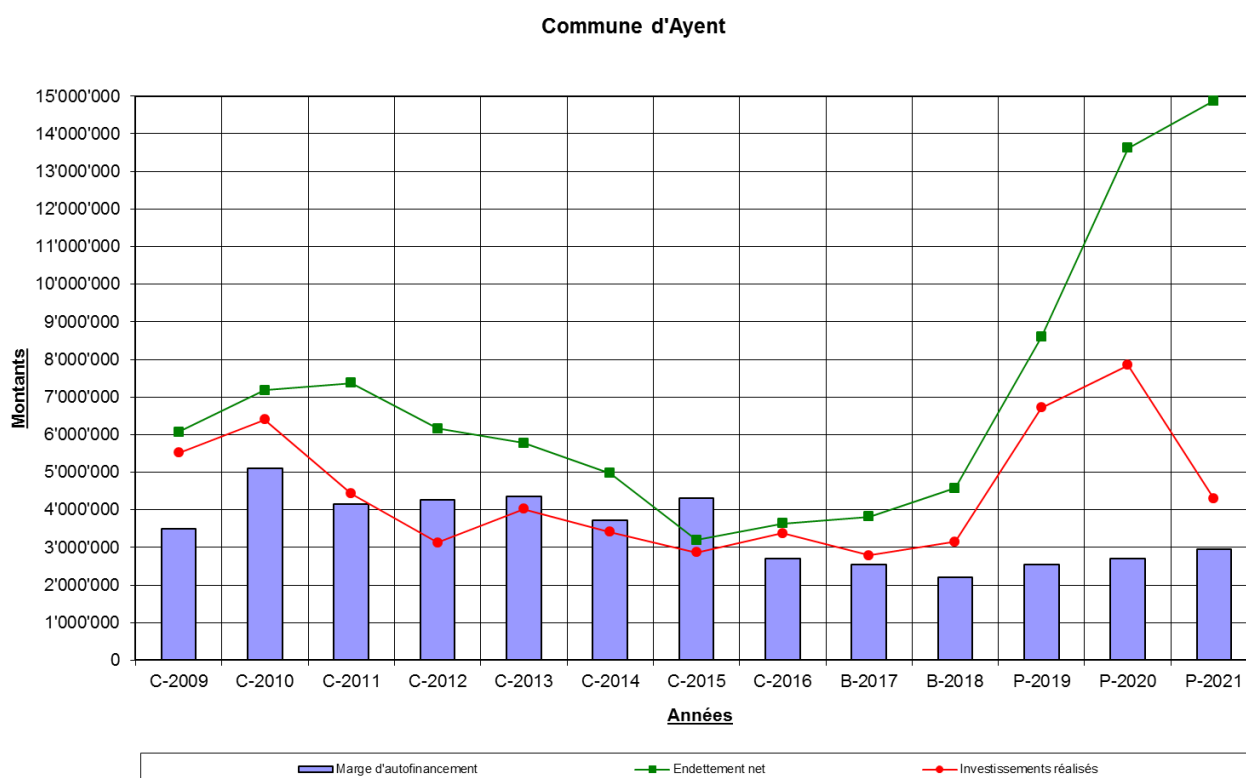
Année fiscale 2015 - revenus					
Classe de revenu	Nombre de contribuables	Cumul des revenus	Revenu moyen	Cumul des impôts	Impôt moyen
1 - 20'000	299	3'293'100	11'014	93'051	311
20'001 - 30'000	213	5'388'250	25'297	210'734	989
30'001 - 40'000	286	10'117'400	35'376	511'828	1'790
40'001 - 50'000	291	13'017'700	44'734	758'588	2'607
50'001 - 60'000	227	12'458'500	54'883	762'790	3'360
60'001 - 70'000	195	12'662'600	64'936	831'940	4'266
70'001 - 80'000	121	9'035'900	74'677	611'238	5'052
80'001 - 90'000	85	7'216'700	84'902	510'226	6'003
90'001 - 100'000	66	6'272'700	95'041	451'005	6'833
100'001 et plus	133	21'072'600	158'441	1'841'903	13'849
Total/moyenne	1'916	100'535'450	52'472	6'583'303	3'436



Année fiscale 2015 - fortune					
Classe de fortune	Nombre de contribuables	Cumul de fortune	Fortune moyenne	Cumul des impôts	Impôt moyen
1 - 50'000	273	6'258'000	22'923	10'739	39
50'001 - 100'000	135	10'107'000	74'867	20'724	154
100'001 - 200'000	225	33'414'000	148'507	76'730	341
200'001 - 300'000	138	34'178'000	247'667	82'844	600
300'001 - 400'000	91	31'779'000	349'220	79'909	878
400'001 - 500'000	71	31'894'000	449'211	84'255	1'187
500'001 et plus	194	237'531'449	1'224'389	682'089	3'516
Total/moyenne	1'127	385'161'449	341'758	1'037'290	920

4. Etat des finances communales

4.1. Marge d'autofinancement, endettement net et investissements réalisés



4.2. Indicateurs cantonaux

Le canton du Valais a établi et harmonisé pour l'ensemble des communes le calcul de cinq indicateurs financiers. Ces ratios sont devenus une variable significative pour leur direction financière ; ils font apparaître des tendances et soutiennent les autorités communales dans leur politique financière.

Il est important de mentionner que ces indicateurs n'incluent pas une analyse de la qualité des infrastructures publiques ou une analyse des prestations publiques offertes à la population. Une commune peut ainsi apparaître en bonne santé financière et parallèlement souffrir d'un retard d'équipement ou de prestations publiques déficientes

Nous présentons, ci-après, les ratios calculés pour la commune d'Ayent pour les années 2015 et 2016. La comparaison de ces ratios avec les valeurs indicatives de l'État du Valais confirme la bonne santé financière de notre commune.

4.2.1 Degré d'autofinancement

Cet indicateur prend en compte deux éléments des comptes communaux : le premier est l'autofinancement, c'est-à-dire la capacité de la commune à réaliser des investissements sans avoir recours à l'emprunt; le deuxième élément est les investissements nets. Il s'agit ici du total des investissements réalisés après déduction des éventuelles participations de tiers et des subventions acquises. Le degré d'autofinancement est donc calculé en prenant l'autofinancement divisé par les investissements nets. C'est avant tout la comparaison sur plusieurs années qui montre si les investissements peuvent être assumés financièrement.

1. Degré d'autofinancement (I1)	2015	2016	Moyenne
(Autofinancement en pour cent de l'investissement net)	150.3%	80.1%	112.3%

Valeurs indicatives

$I1 \geq 100\%$	5 - très bien
$80\% \leq I1 < 100\%$	4 - bien
$60\% \leq I1 < 80\%$	3 - satisfaisant (à court terme)
$0\% \leq I1 < 60\%$	2 - insuffisant
$I1 < 0\%$	1 - très mauvais

4.2.2 Capacité d'autofinancement

Cet indicateur prend en compte la marge d'autofinancement qui est comparée aux revenus financiers. Dans ce cas, les revenus financiers correspondent à la totalité des recettes encaissées par la commune. Cette comparaison nous donne une notion de rendement.

2. Capacité d'autofinancement (I2)	2015	2016	Moyenne
(Autofinancement en pour cent des revenus financiers)	23.0%	14.8%	19.0%

Valeurs indicatives

$I2 \geq 20\%$	5 - très bien
$15\% \leq I2 < 20\%$	4 - bien
$8\% \leq I2 < 15\%$	3 - satisfaisant
$0\% \leq I2 < 8\%$	2 - insuffisant
$I2 < 0\%$	1 - très mauvais

4.2.3 Taux des amortissements ordinaires

Cet indicateur compare les amortissements comptables effectués, c'est-à-dire la prise en charge de la diminution de la valeur de notre patrimoine (bâtiments, routes, véhicules, etc.), par rapport à la valeur totale du patrimoine restant à amortir. Selon les critères de l'Etat du Valais, un taux d'amortissement de 10% et plus est considéré comme suffisant.

3. Taux des amortissements ordinaires (I3)	2015	2016	Moyenne
(Amortissements ordinaires en % du PA à amortir)	10.8%	10.7%	10.8%

Valeurs indicatives

$I3 \geq 10\%$	5 - amort. suffisants
$8\% \leq I3 < 10\%$	4 - amort. moyens (à court terme)
$5\% \leq I3 < 8\%$	3 - amort. faibles
$2\% \leq I3 < 5\%$	2 - amort. insuffisants
$I3 < 2\%$	1 - amort. nettement insuffisants

4.2.4 Endettement net par habitant

Cet indicateur divise la dette nette totale par le nombre d'habitants. La notion de dette nette prend en compte tous les engagements de la commune (dettes bancaires, créanciers, charges à payer, provisions, etc.) auxquels nous déduisons tous les éléments de l'actif qui sont disponibles ou réalisables rapidement (liquidités, débiteurs, produits à recevoir). Le montant obtenu est divisé par le nombre d'habitants.

4. Endettement net par habitant (I4)	2015	2016	Moyenne
(Dette brute moins PF réalisable par habitant)	830	927	879

Valeurs indicatives	I4 < 3'000	5 - endettement faible
	3'000 ≤ I4 < 5'000	4 - endettement mesuré
	5'000 ≤ I4 < 7'000	3 - endettement important
	7'000 ≤ I4 < 9'000	2 - endettement très important
	I4 ≥ 9'000	1 - endettement excessif

4.2.5 Taux du volume de la dette brute

Le taux de volume de la dette brute est un indicateur très important. Il exprime le volume de la dette brute par rapport aux revenus courants de la commune. Plus ce volume est élevé, plus la situation de la commune est critique. Il vient en outre compléter l'information fournie par l'indicateur de l'endettement net par habitant. En effet, un endettement net par habitant identique dans deux communes distinctes doit être interprété très différemment selon que la commune dispose d'un volume élevé de recettes ou non.

5. Taux du volume de la dette brute (I5)	2015	2016	Moyenne
(Dette brute en % des revenus financiers)	91.2%	95.3%	93.2%

Valeurs indicatives	I5 < 150%	5 - très bien
	150% ≤ I5 < 200%	4 - bien
	200% ≤ I5 < 250%	3 - satisfaisant
	250% ≤ I5 < 300%	2 - insuffisant
	I5 ≥ 300%	1 - mauvais

5. Plan financier 2018-2021

5.1. Objectifs généraux à court et moyen terme

La planification financière est un instrument d'information et de gestion.

Elle donne une image chiffrée de l'évolution estimée du compte de fonctionnement et des axes prioritaires au niveau des investissements. Toutefois, en fonction des ressources financières certains projets pourront être différés, voire abandonnés.

5.2. Evolution du compte de fonctionnement 2018-2021

Pour les années 2019 à 2021, le compte de fonctionnement présente un accroissement moyen des charges d'exploitation de 0.59% par année. Il sied de relever que sous la désignation 36 « subventions

accordées » dans le tableau ci-dessous figure chaque année les subventions accordées à Anzère Tourisme SA et au Spa Wellness SA pour un montant global de Fr. 715'000.00.

L'évaluation des recettes d'impôts présente une augmentation moyenne estimée à 2.74% pour les années 2019 et suivantes.

Le plan financier 2018-2021 prévoit une marge moyenne d'autofinancement à 2,6 millions de francs par année (voir annexe 7.1.).

Le détail des charges et produits par natures pour les périodes sous revue est répertorié ci-après :

Désignation	C-2014	C-2015	C-2016	B-2017	B-2018	PF-2019	PF-2020	PF-2021
30 Charges de personnel	4'004'194	4'198'319	4'338'876	4'360'100	4'425'400	4'470'000	4'515'000	4'560'000
31 Biens, services et marchandises	4'760'555	4'864'333	5'415'107	5'087'450	5'033'900	5'059'000	5'084'000	5'109'000
32 Intérêts passifs	285'004	270'852	304'641	271'300	276'500	300'000	330'000	350'000
33 Amortissement patrimoine financier	0	0	0	0	0	0	0	0
34 Parts à des contributions sans affectation	40'943	50'097	43'819	45'000	55'000	60'000	60'000	60'000
35 Dédommagements versés à des collectivités	456'526	424'335	411'295	390'000	440'000	445'000	445'000	445'000
36 Subventions accordées	4'119'044	4'238'132	4'794'360	4'910'101	6'855'800	6'900'000	6'920'000	6'940'000
37 Subventions redistribuées	301'084	323'537	314'949	305'000	315'000	315'000	320'000	320'000
38 Attributions aux financements spéciaux	506'137	398'495	271'176	132'000	196'900	150'000	100'000	100'000
39 Imputations internes	1'265'496	1'437'978	1'444'974	1'346'200	1'396'000	1'450'000	1'450'000	1'450'000
Total des charges avant amortissements	15'738'983	16'206'078	17'339'196	16'847'151	18'994'500	19'149'000	19'224'000	19'334'000
33 Amortissements ordinaires	3'268'324	3'226'225	3'054'438	3'165'500	3'109'500	3'311'100	3'794'500	3'874'500
3 Total des charges	19'007'307	19'432'303	20'393'634	20'012'651	22'104'000	22'460'100	23'018'500	23'208'500
40 Impôts	11'056'507	12'036'323	11'426'016	10'957'000	11'227'100	11'746'000	11'981'000	12'221'000
41 Patentes et concessions	884'187	923'893	1'037'682	913'000	980'100	980'000	980'000	980'000
42 Revenu des biens	428'010	394'705	453'109	420'700	393'400	400'000	400'000	400'000
43 Contributions	4'620'014	4'373'833	4'330'660	4'326'951	5'868'600	5'800'000	5'800'000	5'900'000
44 Part à des recettes sans affectation	340'887	391'992	438'797	418'300	370'000	370'000	370'000	370'000
45 Restitutions de collectivités publiques	118'811	127'339	103'077	52'500	80'000	80'000	80'000	80'000
46 Subventions	440'740	431'529	480'848	580'500	567'400	550'000	550'000	550'000
47 Subventions à redistribuer	301'084	323'537	314'949	305'000	315'000	315'000	320'000	320'000
48 Prélèvements sur les financements spéciaux	0	68'264	35'675	65'000	7'100	0	0	0
49 Imputations internes	1'265'496	1'437'978	1'444'974	1'346'200	1'396'000	1'450'000	1'450'000	1'450'000
4 Total des revenus	19'455'736	20'509'393	20'065'788	19'385'151	21'204'700	21'691'000	21'931'000	22'271'000
Marge d'autofinancement	3'716'753	4'303'315	2'726'591	2'538'000	2'210'200	2'542'000	2'707'000	2'937'000
Excédent de revenu/charges (+/-)	448'429	1'077'090	-327'846	-627'500	-899'300	-769'100	-1'087'500	-937'500

5.3. Planification des investissements 2018-2021

Les investissements nets attendus pour les années de planification 2018-2021 représentent plus de 22 millions de francs.

Par rapport aux marges d'autofinancement estimées pour cette même période, l'insuffisance de financement dépasse les 11,5 millions de francs. Sans apport de nouvelles recettes, il est inévitable que l'endettement communal augmente.

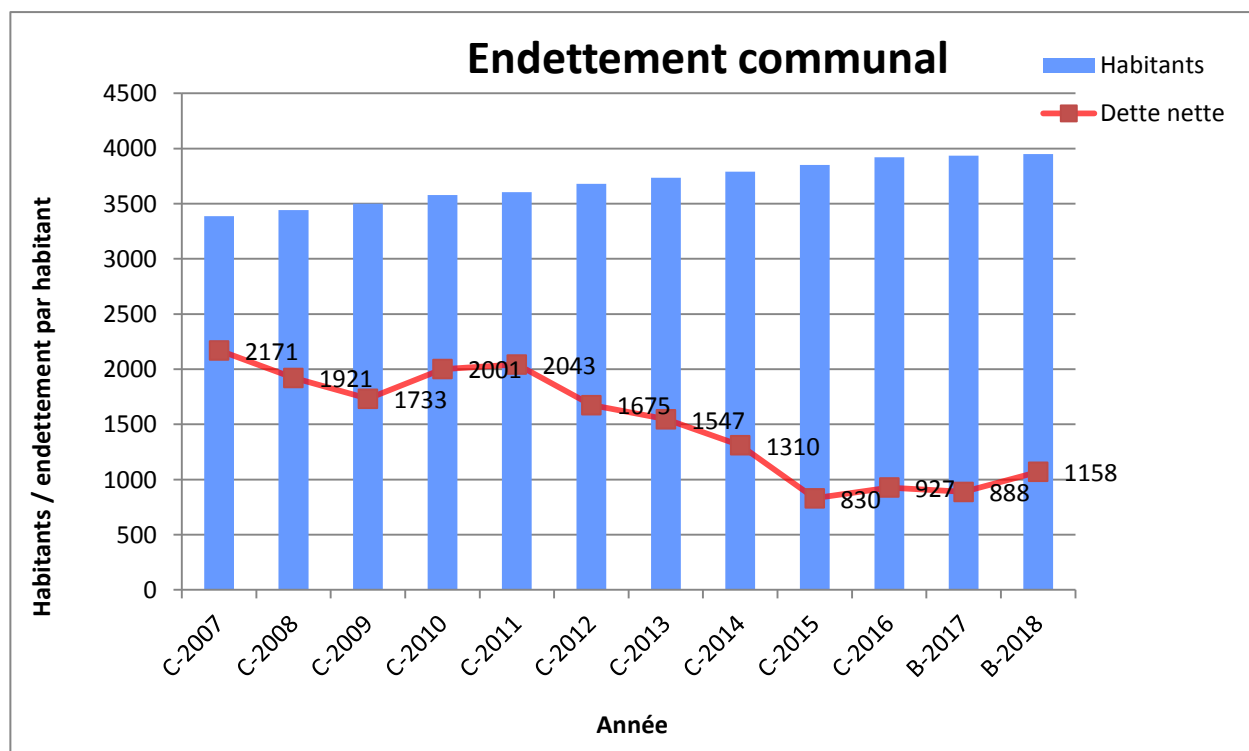
Il ressort du tableau prévisionnel des investissements nets les principaux objets ci-après :

Désignation	C-2014	C-2015	C-2016	B-2017	B-2018	PF-2019	PF-2020	PF-2021	Description
0 Administration générale	335'814.40	153'170.25	235'457.55	224'500.00	60'000.00	10'000.00	1'040'000.00	1'040'000.00	achats terrains, remplacement véhicule TP, infrastructures communales
1 Sécurité publique	39'308.25	97'817.40	31'261.50	6'750.00	17'500.00	6'000.00	6'000.00	6'000.00	équipement du service du feu
2 Enseignement et formation	641'671.85	566'685.75	313'114.10	145'000.00	256'000.00	560'000.00	2'000'000.00	500'000.00	remplacement mobilier, agrandissement école de Botyre
3 Culture, loisirs et culte	99'387.70	28'468.85	48'234.95	70'000.00	135'000.00	500'000.00	300'000.00	0.00	infrastructures sportives
4 Santé	0.00	0.00	0.00	9'500.00	0.00	0.00	0.00	0.00	part cantonale au dispositif pré-hospitalier
5 Prévoyance sociale	20'018.25	18'829.18	16'810.43	20'000.00	21'200.00	820'000.00	20'000.00	20'000.00	part cantonale aux institutions handicapés, rénovation home Les Crêtes, extension crèche
6 Trafic	992'317.10	1'106'154.75	644'266.85	810'000.00	1'088'000.00	630'000.00	630'000.00	630'000.00	réfection annuelle du réseau, éclairage publique
7 Protection et aménagement de l'environnement	752'171.30	341'788.30	459'311.55	1'155'900.00	1'286'000.00	3'380'000.00	3'180'000.00	1'580'000.00	entretien PGEE, réhabilitation ou raccordement à Chandoline de la STEP, gestion des déchets, sécurisation des torrents, captation d'eau, réaménagement de la traversée de Botyre, remembrement parcellaire
8 Economie publique	407'008.85	343'404.65	25'442.40	379'600.00	320'000.00	50'000.00	700'000.00	550'000.00	irrigation par aspersion, énergie
9 Finances et impôts	126'962.00	207'627.00	1'605'721.50	-31'000.00	-31'000.00	759'000.00	-31'000.00	-31'000.00	soutien infrastructures touristiques
Total	3'414'659.70	2'863'946.13	3'379'620.83	2'790'250.00	3'152'700.00	6'715'000.00	7'845'000.00	4'295'000.00	

5.4. Evolution de l'endettement net

La planification pluriannuelle établie prévoit un endettement net de 14,88 millions de francs à fin 2021 pour une dette nette par habitant qui avoisinerait Fr. 3'650.00 (voir annexe page 22).

Le graphique ci-après image l'évolution de l'endettement net de notre Commune depuis 2007.



5.5. Evolution de la fortune

La loi cantonale sur les communes et l'ordonnance sur la gestion financière définissent les principes relatifs à l'équilibre budgétaire. Dès lors, le budget de fonctionnement des communes est équilibré lorsqu'il ne résulte pas de découvert au bilan, après la prise en compte des amortissements.

Le taux d'amortissement est au minimum de 10% sur le patrimoine administratif. Le plan financier 2018-2021 respecte ces dispositions.

Calcul des amortissements de la planification financière

Municipalité de Ayent Ofs 113		Budget	Budget	Planfin	Planfin	Planfin
		2017	2018	2019	2020	2021
	n	2016	2017	2018	2019	2020
	n-1	2015	2016	2017	2018	2019
	n-2					
Patrimoine administratif de l'année précédente sans les prêts et participations permanentes		23 065 491	23 021 241	23 395 441	27 099 341	31 449 841
Investissements nets sans les prêts et participations permanentes (selon le budget des investissements)	+	2 821 250	3 183 700	6 715 000	7 845 000	4 295 000
Patrimoine administratif sans les prêts et participations permanentes (avant les amortissements)	=	25 886 741	26 204 941	30 110 441	34 944 341	35 744 841
Amortissements ordinaires effectués resp. budgétés du patrimoine administratif sans les prêts et participations permanentes	-	2 865 500	2 809 500	3 011 100	3 494 500	3 574 500
Amortissements complémentaires effectués resp. budgétés du patrimoine administratif sans les prêts et participations permanentes	-	0	0	0	0	0
Patrimoine administratif sans les prêts et participations permanentes (après les amortissements)	=	23 021 241	23 395 441	27 099 341	31 449 841	32 170 341
Contrôle des amortissements ordinaires selon la loi						
Patrimoine administratif sans les prêts et participations permanentes (avant les amortissements)		25 886 741	26 204 941	30 110 441	34 944 341	35 744 841
10 % amortissements ordinaires du patrimoine administratif sans les prêts et participations permanentes (avant les amortissements)		2 588 674	2 620 494	3 011 044	3 494 434	3 574 484
Ecart par rapport aux amortissements ordinaires effectués resp. budgétés du patrimoine administratif sans les prêts et participations permanentes (nég. = insuffisant)	=	276 826	189 006	56	66	16

Au terme de chaque période comptable, l'état de la fortune demeure dans les limites fixées par l'ordonnance sur la gestion financière des communes, notamment l'équilibre budgétaire précisant qu'un excédent de charge ne peut être budgétisé que s'il est couvert par la fortune nette (art. 27 Ofinco). L'évolution de la fortune nette figure à l'annexe 7.1.

6. Considérations finales

Pour les années de planification présentée, le compte des investissements semble ambitieux ; cependant, il reflète les défis qui attendent notre collectivité à court et moyen terme. Leur concrétisation ne se déroulera peut-être pas au rythme mentionné, mais ces projets influenceront assurément nos finances communales.

Considérant le compte de résultats du fonctionnement des quatre années du plan financier 2018-2021, il se dégage une insuffisance de financement de plus de 10 millions de francs. S'il est vrai que ce plan a un caractère évolutif, il est avéré que le recours à l'emprunt sera nécessaire. La conséquence directe de cette situation sera une augmentation de l'endettement communal.

Au contraire des derniers exercices, où un certain équilibre a pu être maintenu entre la marge d'autofinancement et les investissements nets, il faudra accepter d'y déroger dans les années futures. Avec ces prévisions quadriennales, les indicateurs financiers mis en place par le Canton seront pénalisés. Cette exposition est nécessaire à la réalisation des objectifs prioritaires que sont le renouvellement et le développement de nos infrastructures et le maintien d'un service public de valeur.

C'est dans ce contexte évolutif et cyclique que le plan quadriennal a été préparé.

Le conseil communal présente, Mesdames et Messieurs, ses salutations distinguées.

Ayent, le 27 décembre 2017

LA COMMUNE D'AYENT

7. Annexes

7.1. Récapitulation des éléments du plan financier

7.2. Eléments d'analyse financière

7.3. Détail des investissements nets

7.1. Récapitulation des éléments du plan financier 2017-2020

Municipalité de Ayent Ofs 113

Analyse financière

Résultats	Compte 2012	Compte 2013	Compte 2014	Compte 2015	Compte 2016	Budget 2017	Budget 2018	Planfin 2019	Planfin 2020	Planfin 2021
Prévisions compte de fonctionnement										
Total des charges financières	14 747 466	15 097 685	15 739 296	16 206 078	17 359 196	16 847 151	18 994 500	19 149 000	19 224 000	19 334 000
Total des revenus financiers	19 007 038	19 453 260	19 455 736	20 509 393	20 065 788	19 385 151	21 204 700	21 696 000	21 936 000	22 276 000
Marge d'autofinancement	4 259 572	4 355 575	3 716 440	4 303 315	2 706 591	2 538 000	2 210 200	2 547 000	2 712 000	2 942 000
Amortissements ordinaires	2 778 728	2 758 911	2 962 962	2 926 225	2 754 438	2 865 500	2 809 500	3 011 100	3 494 500	3 574 500
Amortissements complémentaires	300 000	33 000	305 049	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
Amortissement découvert au bilan	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Excédent revenus (+) charges (-)	1 180 844	1 563 664	448 429	1 077 090	- 347 846	- 627 500	- 899 300	- 764 100	- 1 082 500	- 932 500
Prévision du compte des investissements										
Total des dépenses	6 019 908	6 806 436	5 265 109	4 112 538	4 019 980	3 513 900	3 678 700	6 891 000	8 021 000	5 221 000
Total des recettes	2 890 115	2 780 498	1 850 449	1 248 592	640 359	723 650	526 000	176 000	176 000	926 000
Investissements nets	3 129 793	4 025 938	3 414 660	2 863 946	3 379 621	2 790 250	3 152 700	6 715 000	7 845 000	4 295 000
Financement des investissements										
Report des investissements nets	3 129 793	4 025 938	3 414 660	2 863 946	3 379 621	2 790 250	3 152 700	6 715 000	7 845 000	4 295 000
Marge d'autofinancement	4 259 572	4 355 575	3 716 440	4 303 315	2 706 591	2 538 000	2 210 200	2 547 000	2 712 000	2 942 000
Excédent (+) découvert (-) de financement	1 129 779	329 637	301 780	1 439 369	- 673 029	- 252 250	- 942 500	- 4 168 000	- 5 133 000	- 1 353 000
Modification de la fortune/découvert										
Solde du compte de fonctionnement	1 180 844	1 563 664	448 429	1 077 090	- 347 846	- 627 500	- 899 300	- 764 100	- 1 082 500	- 932 500
Amortissement du découvert	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fortune nette (+) / découvert du bilan (-)	17 974 069	19 537 733	19 986 162	21 063 252	20 715 406	20 087 906	19 188 606	18 424 506	17 342 006	16 409 506

7.2. Eléments d'analyse financière

1. Degré d'autofinancement	MCH	Compte 2012	Compte 2013	Compte 2014	Compte 2015	Compte 2016	Budget 2017	Budget 2018	Planfin 2019	Planfin 2020	Planfin 2021
Excédent de revenus du compte de fonctionnement	+ fr.	1 180 844	1 563 664	448 429	1 077 090	0	0	0	0	0	0
Excédent de charges du compte de fonctionnement	- fr.	0	0	0	0	347 846	627 500	899 300	764 100	1 082 500	932 500
Amortissements du patrimoine administratif	331 + fr.	2 778 728	2 758 911	2 962 962	2 926 225	2 754 438	2 865 500	2 809 500	3 011 100	3 494 500	3 574 500
Amortissements complémentaires du patrimoine administratif	332 + fr.	300 000	33 000	305 049	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
Amortissement du découvert du bilan	333 + fr.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autofinancement	=	4 259 572	4 355 575	3 716 440	4 303 315	2 706 591	2 538 000	2 210 200	2 547 000	2 712 000	2 942 000
Dépenses d'investissement reportées au bilan	5 + fr.	6 019 908	6 806 436	5 265 109	4 112 538	4 019 980	3 513 900	3 678 700	6 891 000	8 021 000	5 221 000
Recettes d'investissement reportées au bilan	6 - fr.	2 890 115	2 780 498	1 850 449	1 248 592	640 359	723 650	526 000	176 000	176 000	926 000
Investissements nets	=	3 129 793	4 025 938	3 414 660	2 863 946	3 379 621	2 790 250	3 152 700	6 715 000	7 845 000	4 295 000
Autofinancement x 100		136.1%	108.2%	108.8%	150.3%	80.1%	91.0%	70.1%			68.5%
Investissements nets									37.9%	34.6%	

2. Capacité d'autofinancement		MCH	Compte 2012	Compte 2013	Compte 2014	Compte 2015	Compte 2016	Budget 2017	Budget 2018	Planfin 2019	Planfin 2020	Planfin 2021
Excédent de revenus du compte de fonctionnement	+ fr.		1 180 844	1 563 664	448 429	1 077 090	0	0	0	0	0	0
Excédent de charges du compte de fonctionnement	- fr.		0	0	0	0	347 846	627 500	899 300	764 100	1 082 500	932 500
Amortissements du patrimoine administratif	331 + fr.		2 778 728	2 758 911	2 962 962	2 926 225	2 754 438	2 865 500	2 809 500	3 011 100	3 494 500	3 574 500
Amortissements complémentaires du patrimoine administratif	332 + fr.		300 000	33 000	305 049	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
Amortissement du découvert du bilan	333 + fr.		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autofinancement	=		4 259 572	4 355 575	3 716 440	4 303 315	2 706 591	2 538 000	2 210 200	2 547 000	2 712 000	2 942 000
Revenus du compte de fonctionnement	4 + fr.		19 007 038	19 453 260	19 455 736	20 509 393	20 065 788	19 385 151	21 204 700	21 696 000	21 936 000	22 276 000
Subventions redistribuées	47 - fr.		325 804	288 188	301 084	323 537	314 949	305 000	315 000	315 000	320 000	320 000
Prélèvements sur les financements spéciaux	48 - fr.		8 700	0	0	68 264	35 675	65 000	7 100	0	0	0
Imputations internes	49 - fr.		1 343 197	1 434 506	1 265 496	1 437 978	1 444 974	1 346 200	1 396 000	1 450 000	1 450 000	1 450 000
Revenus financiers	=		17 329 337	17 730 566	17 889 155	18 679 614	18 270 189	17 668 951	19 486 600	19 931 000	20 166 000	20 506 000
Autofinancement x 100			24.6%	24.6%	20.8%	23.0%	14.8%	14.4%	11.3%	12.8%	13.4%	14.3%
Revenus financiers												

3.1 Taux des amortissements ordinaires		MCH	Compte 2012	Compte 2013	Compte 2014	Compte 2015	Compte 2016	Budget 2017	Budget 2018	Planfin 2019	Planfin 2020	Planfin 2021
Patrimoine administratif avant amortissement	+ fr.		30 550 933	31 498 144	32 120 892	31 716 827	31 870 224	31 606 036	31 593 236	35 198 736	39 732 636	40 233 136
Prêts et participations permanentes avant amortissement	- fr.		4 721 987	4 748 033	4 841 995	4 744 573	6 050 295	5 719 295	5 388 295	5 088 295	4 788 295	4 488 295
Patrimoine administratif à amortir	=		25 828 946	26 750 111	27 278 897	26 972 254	25 819 928	25 886 741	26 204 941	30 110 441	34 944 341	35 744 841
Amortissements ordinaires du patrimoine administratif	3310 =		2 778 728	2 758 911	2 962 962	2 926 225	2 754 438	2 865 500	2 809 500	3 011 100	3 494 500	3 574 500
Amortissements x 100			10.8%	10.3%	10.9%	10.8%	10.7%	11.1%	10.7%	10.0%	10.0%	10.0%
Patrimoine administratif à amortir												

Municipalité de Ayent Ofs 113

Valeurs indicatives	
$VI \geq 10\%$	Amortissements suffisants
$8\% \leq VI < 10\%$	Amortissements moyens (à court terme)
$5\% \leq VI < 8\%$	Amortissements faibles
$2\% \leq VI < 5\%$	Amortissements insuffisants
$VI < 2\%$	Amortissements nettement insuffisants

4. Endettement net par habitant		MCH	Compte 2012	Compte 2013	Compte 2014	Compte 2015	Compte 2016	Budget 2017	Budget 2018	Planfin 2019	Planfin 2020	Planfin 2021
Engagements courants	20	+ fr.	1 995 901	2 161 951	2 599 850	2 684 728	2 013 906					
Dettes à court terme	21	+ fr.										
Dettes à moyen et long termes	22	+ fr.	11 910 400	11 451 000	10 756 700	10 532 500	11 867 500					
Engagements envers des entités particulières	23	+ fr.										
Provisions	24	+ fr.	3 318 054	4 133 481	3 799 667	3 437 187	3 139 905					
Passifs transitoires	25	+ fr.	367 398	355 327	361 984	372 113	385 232					
Dettes brute		=	17 591 753	18 101 759	17 518 201	17 026 528	17 406 543					
Ou												
Total des passifs	2	+ fr.	38 900 498	41 032 130	41 403 138	42 318 785	42 601 962					
Fortune nette	29	- fr.	17 974 069	19 537 733	19 986 162	21 063 252	20 715 406					
Financements spéciaux	28	- fr.	3 334 677	3 392 638	3 898 775	4 229 006	4 480 016					
Dettes brute		=	17 591 752	18 101 760	17 518 201	17 026 527	17 406 541	17 591 791	18 344 491	22 362 491	27 395 491	28 648 491
Disponibilités	10	fr.	688 318	1 170 569	2 120 587	840 419	3 461 700					
Avoir	11	+ fr.	4 737 492	4 574 598	4 255 687	5 274 449	4 631 530					
Placements (seulement les actifs réalisables)	12	+ fr.	230 013	200 012	170 012	1 220 012	630 012					
Actifs transitoires	13	+ fr.	5 772 470	6 380 717	6 003 969	6 493 301	5 047 425					
Patrimoine financier réalisable		=	11 428 293	12 325 896	12 550 255	13 828 181	13 770 668	13 770 668	13 770 668	13 770 668	13 770 668	13 770 668
Endettement net (+) / Fortune nette (-)			6 163 459	5 775 864	4 967 946	3 198 346	3 635 873	3 821 123	4 573 823	8 591 823	13 624 823	14 877 823
Nombre d'habitant (population ESPOP année N-1)			3 680	3 734	3 791	3 852	3 922	3 935	3 950	3 990	4 029	4 070
Dettes brute – Patrimoine financier réalisable			1'675	1'547	1'310	830	927	971	1'158	2'154	3'381	3'656
Nombre d'habitant (population ESPOP année N-1)												

Municipalité de Ayent Ofs 113

Valeurs indicatives	
VI < 3'000	Endettement faible
3'000 ≤ VI < 5'000	Endettement mesuré
5'000 ≤ VI < 7'000	Endettement important
7'000 ≤ VI < 9'000	Endettement très important
VI ≥ 9'000	Endettement excessif

5. Taux du volume de la dette brute		MCH	Compte 2012	Compte 2013	Compte 2014	Compte 2015	Compte 2016	Budget 2017	Budget 2018	Planfin 2019	Planfin 2020	Planfin 2021
Engagements courants	20	+ fr.	1 995 901	2 161 951	2 599 850	2 684 728	2 013 906					
Dettes à court terme	21	+ fr.										
Dettes à moyen et long termes	22	+ fr.	11 910 400	11 451 000	10 756 700	10 532 500	11 867 500					
Engagements envers des entités particulières	23	+ fr.										
Provisions	24	+ fr.	3 318 054	4 133 481	3 799 667	3 437 187	3 139 905					
Passifs transitoires	25	+ fr.	367 398	355 327	361 984	372 113	385 232					
Dette brute		=	17 591 753	18 101 759	17 518 201	17 026 528	17 406 543					
Ou												
Total des passifs	2	+ fr.	38 900 498	41 032 130	41 403 138	42 318 785	42 601 962					
Fortune nette	29	- fr.	17 974 069	19 537 733	19 986 162	21 063 252	20 715 406					
Financements spéciaux	28	- fr.	3 334 677	3 392 638	3 898 775	4 229 006	4 480 016					
Dette brute		=	17 591 752	18 101 760	17 518 201	17 026 527	17 406 541	17 591 791	18 344 491	22 362 491	27 395 491	28 648 491
Revenus du compte de fonctionnement	4	+ fr.	19 007 038	19 453 260	19 455 736	20 509 393	20 065 788	19 385 151	21 204 700	21 696 000	21 936 000	22 276 000
Subventions redistribuées	47	- fr.	325 804	288 188	301 084	323 537	314 949	305 000	315 000	315 000	320 000	320 000
Prélèvements sur les financements spéciaux	48	- fr.	8 700			68 264	35 675	65 000	7 100			
Imputations internes	49	- fr.	1 343 197	1 434 506	1 265 496	1 437 978	1 444 974	1 346 200	1 396 000	1 450 000	1 450 000	1 450 000
Revenus financiers		=	17 329 337	17 730 566	17 889 155	18 679 614	18 270 189	17 668 951	19 486 600	19 931 000	20 166 000	20 506 000
Dette brute x100			101.5%	102.1%	97.9%	91.2%	95.3%	99.6%	94.1%	112.2%	135.8%	139.7%
Revenus financiers												

Municipalité de Ayent Ofs 113

Valeurs indicatives	
VI < 150%	très bien
150% ≤ VI < 200%	bien
200% ≤ VI < 250%	satisfaisant
250% ≤ VI < 300%	insuffisant
VI ≥ 300%	mauvais

Municipalité de Ayent Ofs 113 **Analyse financière**

Indicateurs - récapitulatif	Compte 2012	Compte 2013	Compte 2014	Compte 2015	Compte 2016	Budget 2017	Budget 2018	Planfin 2019	Planfin 2020	Planfin 2021
1. Degré d'autofinancement	136.1%	108.2%	108.8%	150.3%	80.1%	91.0%	70.1%			68.5%
								37.9%	34.6%	
2. Capacité d'autofinancement	24.6%	24.6%	20.8%	23.0%	14.8%	14.4%	11.3%	12.8%	13.4%	14.3%
3.1 Taux des amortissements ordinaires	10.8%	10.3%	10.9%	10.8%	10.7%	11.1%	10.7%	10.0%	10.0%	10.0%
4. Endettement net par habitant	1'675	1'547	1'310	830	927	971	1'158	2'154	3'381	3'656
5. Taux du volume de la dette brute	101.5%	102.1%	97.9%	91.2%	95.3%	99.6%	94.1%	112.2%	135.8%	139.7%

Municipalité de Ayent Ofs 113 **Analyse financière**

Indicateurs - récapitulatif	Compte 2012	Compte 2013	Compte 2014	Compte 2015	Compte 2016	Budget 2017	Budget 2018	Planfin 2019	Planfin 2020	Planfin 2021
1. Degré d'autofinancement	très bien	très bien	très bien	très bien	bien	bien	satisfaisant			satisfaisant
								insuffisant	insuffisant	
2. Capacité d'autofinancement	très bien	très bien	très bien	très bien	satisfaisant	satisfaisant	satisfaisant	satisfaisant	satisfaisant	satisfaisant
3.1 Taux des amortissements ordinaires	suffisant	suffisant	suffisant	suffisant	suffisant	suffisant	suffisant	suffisant	suffisant	suffisant
4. Endettement net par habitant	faible	faible	faible	faible	faible	faible	faible	faible	mesuré	mesuré
5. Taux du volume de la dette brute	très bien	très bien	très bien	très bien	très bien	très bien	très bien	très bien	très bien	très bien

7.3. Détail des investissements nets

Investissements nets	C-2014	C-2015	C-2016	B-2017	B-2018	PF-2019	PF-2020	PF-2021
	0. Administration générale	335'814.40	153'170.25	235'457.55	224'500.00	60'000.00	10'000.00	1'040'000.00
Biens-fonds	128'788.25	97'763.45	50'950.95	150'000.00				
Biens-fonds remembrements								40'000.00
Bâtiments administratifs	170'000.00		49'553.55	34'500.00	25'000.00		1'000'000.00	1'000'000.00
Equipement de bureau		35'406.80				10'000.00		
Véhicules	37'026.15	20'000.00	134'953.05	40'000.00	35'000.00		40'000.00	
1. Sécurité publique	39'308.25	97'817.40	31'261.50	6'750.00	17'500.00	6'000.00	6'000.00	6'000.00
Horodateurs		96'370.80				12'000.00		
Equipement service du feu	39'308.25	1'446.60	31'261.50	6'750.00	5'500.00	6'000.00	6'000.00	6'000.00
2. Enseignement et formation	641'671.85	566'685.75	313'114.10	145'000.00	256'000.00	560'000.00	2'000'000.00	500'000.00
Rénovation ancien bâtiment CO + salle de gym	100'730.00		-189'383.30	45'000.00	116'000.00			
Ecole de Botyre - extension	460'441.55	550'075.35	502'497.40	100'000.00	140'000.00	500'000.00	2'000'000.00	500'000.00
Mobilier écoles Botyre + CO	80'500.30	16'610.40				60'000.00		
3. Culture, loisirs et culte	99'387.70	28'468.85	48'234.95	70'000.00	135'000.00	500'000.00	300'000.00	0.00
Infrastructures sportives et culturelles	99'387.70	28'468.85	48'234.95	70'000.00	135'000.00	500'000.00	300'000.00	
4. Santé	0.00	0.00	0.00	9'500.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Dispositif pré-hospitalier - Etat du Valais				9'500.00				
5. Prévoyance sociale	20'018.25	18'829.18	16'810.43	20'000.00	21'200.00	820'000.00	20'000.00	20'000.00
Places accueil d'enfants						500'000.00		
Institutions handicapés - Etat du Valais	20'018.25	18'829.18	16'810.43	20'000.00	21'200.00	20'000.00	20'000.00	20'000.00
Home Les Crêtes et unités d'accueil						300'000.00		

Investissements nets	C-2014	C-2015	C-2016	B-2017	B-2018	PF-2019	PF-2020	PF-2021
	6. Trafic	992'317.10	1'106'154.75	644'266.85	810'000.00	1'088'000.00	630'000.00	630'000.00
Nouvelles réalisations et réfections diverses	581'348.40	635'541.90	424'769.95	730'000.00	768'000.00	500'000.00	500'000.00	500'000.00
Frais de construction des routes cantonales	260'530.40	354'361.35	119'148.60	50'000.00	220'000.00	100'000.00	100'000.00	100'000.00
Eclairage public	150'438.30	116'251.50	100'348.30	30'000.00	100'000.00	30'000.00	30'000.00	30'000.00
7. Protection et aménagement de l'environnement	752'171.30	341'788.30	459'311.55	1'155'900.00	1'286'000.00	3'380'000.00	3'180'000.00	1'580'000.00
70. Approvisionnement et alimentation en eau potable	289'195.45	124'722.90	191'639.40	690'000.00	552'000.00	1'230'000.00	1'130'000.00	150'000.00
Captation eau potable			22'625.35		175'000.00	1'000'000.00	1'000'000.00	
Maintenance du réseau	429'312.95	273'176.30	264'918.90	765'000.00	452'000.00	300'000.00	200'000.00	200'000.00
Zones à aménager	15'000.00							20'000.00
Taxes de raccordement et subventions	-155'117.50	-148'453.40	-95'904.85	-75'000.00	-75'000.00	-70'000.00	-70'000.00	-70'000.00
71. Assainissement des eaux usées	0.00	0.00	62'871.80	210'000.00	262'000.00	1'080'000.00	1'080'000.00	760'000.00
Réalisations ponctuelles								
Maintenance du réseau (PGEE)	81'759.75	86'022.30	122'708.20	130'000.00	182'000.00	150'000.00	150'000.00	150'000.00
Zones à aménager	20'000.00							20'000.00
STEP : réhabilitation ou raccordement à Chandoline			42'660.00	150'000.00	150'000.00	1'000'000.00	1'000'000.00	660'000.00
Report de recettes au bilan	25'997.00	15'166.95						
Taxes de raccordement	-127'756.75	-101'189.25	-102'496.40	-70'000.00	-70'000.00	-70'000.00	-70'000.00	-70'000.00
72. Traitement des déchets	67'213.80	31'708.80	0.00	0.00	160'000.00	150'000.00	50'000.00	50'000.00
Abris et containers	67'213.80	31'708.80			160'000.00	50'000.00	50'000.00	50'000.00
Centre de tri Luc						100'000.00		
74. Cimetière	0.00	0.00	28'585.95	20'000.00	142'000.00	20'000.00	20'000.00	20'000.00
Cimetière			28'585.95	20'000.00	142'000.00	20'000.00	20'000.00	20'000.00

Investissements nets			C-2014	C-2015	C-2016	B-2017	B-2018	PF-2019	PF-2020	PF-2021
			75. Correction des eaux	63'540.30	13'500.00	9'900.00	235'900.00	53'000.00	350'000.00	350'000.00
Torrents	63'540.30	13'500.00	9'900.00	235'900.00	53'000.00	350'000.00	350'000.00	350'000.00		
76. Protection contre les avalanches	16'826.15	15'278.60	-22'022.50	0.00	2'000.00	50'000.00	50'000.00	0.00		
Protections avalanches	16'826.15	15'278.60	-22'022.50		2'000.00	50'000.00	50'000.00			
79. Aménagement du territoire	315'395.60	156'578.00	188'336.90	0.00	115'000.00	500'000.00	500'000.00	250'000.00		
Zones à aménager	500'395.60	530'051.00	244'236.90		115'000.00	500'000.00	500'000.00	1'000'000.00		
./. Part de tiers	-185'000.00	-373'473.00	-55'900.00					-750'000.00		
8. Economie publique	407'008.85	343'404.65	25'442.40	379'600.00	320'000.00	50'000.00	700'000.00	550'000.00		
Irrigation par aspersion		-20'646.30					500'000.00	500'000.00		
Remise en état périodique des chemins (REP)	20'061.95	266'763.75								
Cheminements à pied et chenillards	259'924.30	91'980.95	-13'642.65	149'600.00	150'000.00					
Mesures de compensations écologiques	107'022.60	5'306.25	39'085.05							
Mesures PCT	20'000.00			60'000.00		50'000.00	50'000.00	50'000.00		
Mesures d'économies d'énergies				170'000.00	170'000.00		150'000.00			
9. Finances et impôts	126'962.00	207'627.00	1'605'721.50	-31'000.00	-31'000.00	759'000.00	-31'000.00	-31'000.00		
Anzère Spa & Wellness SA	400'000.00	300'000.00	-3'500.00							
Télé Anzère SA	-200'000.00		1'500'000.00							
Lienne-Raspille SA			12'000.00			390'000.00				
Fondation Zeuzier	-50'000.00									
Maison peinte	-36'000.00	-97'901.00	44'930.00	-36'000.00	-36'000.00	-36'000.00	-36'000.00	-36'000.00		
Soutien à l'économie touristique						400'000.00				
Bourses et prêts	12'962.00	5'528.00	12'291.50	5'000.00	5'000.00	5'000.00	5'000.00	5'000.00		
Anzère Tourisme SA			40'000.00							
TOTAL DES INVESTISSEMENTS	3'414'659.70	2'863'946.13	3'379'620.83	2'790'250.00	3'152'700.00	6'715'000.00	7'845'000.00	4'295'000.00		